

nement. Le député d'Égmont a parlé avec éloquence des jeunes qui portent le fardeau de cette situation parce qu'ils n'ont pas l'occasion de travailler.

M. Poulin: Donnez-nous vos opinions, Walter.

M. Baker: A en juger par les interjections lancées en face, il y a des députés de ce côté-ci qui se soucient davantage des Canadiens sans protection, sans aucun pouvoir économique de marchandage, c'est-à-dire les désavantagés et les infirmes. C'est leur situation que nous décrivent ces statistiques. Ce sont les mères et les pères de famille qui essaient d'élever leurs enfants, à une époque où le pouvoir d'achat de leurs dollars diminue.

Il suffit de jeter un coup d'œil aux variations de l'indice en l'espace des 12 derniers mois; au chapitre des denrées alimentaires il a accusé une hausse de 15.8 p. 100. L'habitation accuse une hausse de 5.4 p. 100, le vêtement de 5.4 p. 100 également, les transports de 3.3 p. 100, les frais médicaux et l'hygiène personnelle de 5.5 p. 100, le loyer et les loisirs de 4.6 p. 100, la tabac et l'alcool, dont certains membres de la Chambre abusent, de 2.7 p. 100. Si jamais il y eut une preuve d'incompétence, c'est dans ces chiffres qu'elle se trouve.

Je vous dis ce matin, monsieur l'Orateur, à ce stade avancé du débat, que cela n'est pas seulement la preuve d'un échec. Il s'agit des dernières volontés et du testament du gouvernement. Le 4 septembre, les Canadiens s'attendaient à quelque chose de mieux que cette preuve d'ineptie de la part du premier ministre. Il espéraient que le gouvernement présenterait un programme global et direct pour lutter contre l'inflation. Mais que leur a-t-on donné? Un palliatif.

Ils ont demandé au gouvernement de mettre à exécution le programme d'urgence dont il parlait depuis si longtemps, un programme de régie directe de l'économie. Mais que leur a-t-on donné? Rien. Hier, nous avons demandé si on présenterait un nouveau budget pour nous permettre d'affronter les problèmes économiques provoqués par l'ineptie du gouvernement, la peur du gouvernement, qui lorgnait d'une part le NPD et d'autre part, je ne sais trop quoi.

M. Poulin: Que feriez-vous, Walter?

M. Baker: Nous avons demandé au gouvernement de nous dire quelles seront les répercussions de la hausse des taux d'intérêt sur le taux des prêts hypothécaires. Nous lui avons demandé quelle garantie il pouvait nous donner que le taux de ces prêts hypothécaires ne monterait pas. Et le gouvernement parle de quelque entreprise mystique avec les banques à charte. Ce qu'il oublie de signaler, c'est que les banques à charte ne prêtent pas tellement au pays et que le gouvernement, à cause de son ineptie, n'a aucun pouvoir ni sur les prêteurs privés ni sur les autres.

On ne nous a pas dit pourquoi le gouvernement avait fait monter les prix. Le prix de la volaille et de la viande a monté pour ainsi dire démesurément. Quel est le prix d'une maison, par suite de l'ineptie du gouvernement? Quel est le niveau des loyers payés par les gens de la circonscription du député d'Ottawa-Carleton?

M. Poulin: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur, je ne suis pas d'Ottawa-Carleton.

M. Baker: Dans Ottawa-Carleton, les gens sont sérieux et honnêtes mais quelque peu étourdis en politique. Que dire des frais accrus pour le mazout et le transport que doivent supporter les gens qui font l'objet de la statisti-

Coût de la vie

que? Ce sont les gens qui comptent, ceux que le gouvernement a oubliés.

Au début du présent débat, j'ai entendu le député de Verdun (M. Mackasey) reconnaître qu'il était un citoyen et qu'il ne connaissait rien à l'agriculture, mais il a parlé des agriculteurs en disant qu'enfin ils avaient un revenu convenable. Ce qu'il a oublié en parlant du revenu brut, ce sont les frais de production plus élevés, comme les cultivateurs n'en avaient jamais connus.

M. Poulin: Et que feriez-vous, Walter?

M. Baker: Il s'ensuit que ces cultivateurs doivent faire face à des frais étonnamment élevés. Si le député d'Ottawa-Centre peut lire un journal, je lui demanderais de jeter un coup d'œil sur les hebdomadaires et les ventes aux enchères. Des milliers d'agriculteurs abandonnent leur entreprise en raison des politiques restrictives du gouvernement.

Le fait est que le gouvernement a manqué à ses engagements envers les agriculteurs. Il a manqué à ses engagements envers les Canadiens. Il n'a pas réussi à restreindre les dépenses élevées de l'agriculture. Les Canadiens réclamaient des mesures et le gouvernement s'est montré indécis. Ils voulaient un gouvernement compétent et ils ont eu un gouvernement incompétent. Ils voulaient la franchise et on les a trompés. Ils voulaient l'honnêteté et ils ont eu le député d'Ottawa-Centre.

M. Poulin: Que feriez-vous, Walter?

● (0200)

M. Baker: Si le représentant d'Ottawa-Centre est en possession de toutes ses facultés—ce dont je doute beaucoup—je lui demanderai de lire le discours que le chef de l'opposition (M. Stanfield) a fait le 4 septembre 1973. Je ne sais pas dans quel état il est, mais ce n'est pas normal.

Une voix: Oh si, il est dans son état normal.

M. Baker: Alors, il devrait peut-être participer au débat de ce soir au lieu de se cacher à l'arrière-ban de la Chambre où il se trouve d'habitude.

Monsieur l'Orateur, tous les Canadiens ont un défi à lancer. Je défie le député de se lever et de faire un discours. Je le mets au défi de défendre le coût de la vie, l'augmentation des loyers, l'augmentation du prix de l'électricité, le prix du combustible. Je le mets au défi de se lever et de faire le travail pour lequel on l'a élu au lieu de rester assis et de crier des insultes à l'arrière de la Chambre. S'il peut se lever, je dis qu'il n'ose pas le faire. S'il défend le gouvernement actuel dans sa sottise, c'est qu'il est lui-même sot.

Il y a quelque temps, nous avons débattu à la Chambre la question de l'augmentation des pensions des fonctionnaires fédéraux, des allocations aux jeunes et des pensions de vieillesse. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Lalonde) a présenté ces mesures comme une panacée. Nous avons voté pour ces choses en tant que remède temporaire, monsieur l'Orateur, mais que le représentant d'Ottawa-Centre et tous les autres députés insensibles assis sur les bancs du Trésor et la clique qui se trouve derrière eux comprennent bien qu'il ne s'agit pas d'un allègement et que ce ne sont pas des solutions aux problèmes canadiens, si ce n'est temporairement.

La solution du problème se trouve dans le programme annoncé par le chef de l'opposition, programme qu'il a présenté au pays en février 1973. C'est un programme que le gouvernement actuel, pour des raisons connues de lui